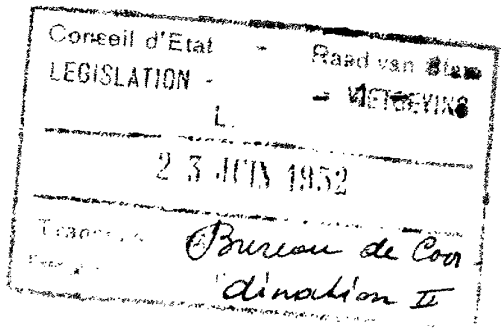
GK.



L. 2842/1.
2843/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 avril 1952, d'une demande d'avis

1° sur un projet d'arrêté royal "relatif aux officiers intendants";

2° sur un projet d'arrêté ministériel "relatif au recrutement et à la formation des officiers intendants",

a donné en sa séance du 5 mai 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e April 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen

1° over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de officieren-intendant;

2° over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de werving en de vorming van de officieren-intendant",

heeft ter zitting van 5 Mei 1952 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal relatif au service d'intendance a un triple objet :

1° il crée ce service qui n'existait plus depuis le 1er janvier 1948;

2° il règle la formation de son cadre initial;

3° il détermine, enfin, les conditions que doivent remplir les officiers de la force terrestre qui désirent y être transférés.

Le projet d'arrêté ministériel relatif au recrutement et à la formation des officiers intendants est pris en exécution du projet d'arrêté royal décrit ci-dessus. Il en règle les modalités d'application. La plupart de ses articles n'ont aucun caractère réglementaire et ressortent plutôt du domaine des mesures de pure exécution matérielle.

Par souci de clarté et de bonne coordination, le Conseil d'Etat propose que les deux projets soient fusionnés et les dispositions du projet d'arrêté ministériel, qui n'ont pas de caractère réglementaire, soient rédigées sous forme d'instruction ministérielle.

\+

\+ \+

Le premier objet du projet d'arrêté royal est de constituer à nouveau au sein de la force terrestre un service d'intendance. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'une disposition initiale expresse doit être prise à cette fin.

\+

\+ \+

L'article 2 du projet d'arrêté royal permet de recruter les officiers intendants parmi les officiers des trois forces. L'intention du Gouvernement est cependant de ne permettre ce recrutement qu'à l'intérieur de la force terrestre, sans exclure toutefois la possibilité pour les officiers des autres forces de suivre les stages et de passer les épreuves d'intendant.

\+

\+ +

L'intention du Gouvernement étant de ne permettre le transfert dans le cadre des officiers du service d'intendance qu'aux seuls officiers en possession du brevet d'intendant, il y a lieu de prévoir l'existence de ce brevet.

\+

\+ +

L'article 14 dispose que la candidature des officiers intendants au grade supérieur est examinée par un comité dont la composition est déterminée par le Ministre de la Défense nationale. Il ne fait que répéter un principe inscrit dans l'arrêté royal du 16 juillet 1951 relatif aux comités d'avancement, modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1952, pour toutes les armes et tous les services. Cet article est superflu.

\+

\+ +

L'article 15, alinéa 1er, reprend sous une autre forme le texte de l'article 12, alinéa 3,

de la loi du 15 septembre 1924. Il n'est pas souhaitable d'insérer dans un texte réglementaire une disposition légale. Le Conseil d'Etat est d'avis que cet alinéa est superflu.

L'alinéa 2 du même article, en donnant au Ministre le soin de fixer les détails des épreuves, ne répond pas au prescrit de l'article 12, alinéa 3, de la loi du 15 septembre 1924 qui dispose que "le programme est déterminé par arrêté royal". Cet alinéa doit donc être omis.

Le Conseil d'Etat est d'avis que les dispositions réglementaires relatives aux examens de major du service d'intendance devraient, le cas échéant, être insérées dans l'arrêté du Régent du 27 mai 1947 relatif aux examens pour l'accession au grade de major, modifié par l'arrêté du Régent du 14 juillet 1950 qui règle pour tous les officiers de la force terrestre la question des examens de major.

\+

\+ \+

L'article 19 dispose que "les officiers admis dans le cadre des officiers intendants y passent avec leur grade et ancienneté".

Cet article est incomplet en ce qui concerne les officiers qui formeront le cadre initial du nouveau service. Il doit être complété par des dispositions prévoyant le cas des officiers de même ancienneté et celui des officiers qui ont bénéficié d'un

avancement plus rapide ou moins rapide que leurs contemporains comme sous-lieutenants. Par souci de concordance, le Conseil d'Etat est d'avis que le texte proposé par le Gouvernement dans le projet d'arrêté royal déterminant le mode de recrutement et de classement des officiers destinés à assurer l'encadrement fondamental des nouvelles armes, doit être repris dans le projet.

Cet article 19 pourrait, tel qu'il est rédigé, laisser supposer que le Gouvernement entend appliquer aux officiers qui seront transférés d'une arme ou d'un autre service dans le service d'intendance, une disposition autre que celle prévue par l'article 15 de la loi du 15 septembre 1924. Comme telle ne peut être l'intention du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose d'omettre l'application de cet article à ces officiers.

\+

\+ \+

Après avoir fixé "provisoirement" le nombre des officiers du service d'intendance, le projet, en son article 20, dispose que "le tableau annexé à l'arrêté du Régent du 9 juillet 1949 est complété en conséquence".

Tel qu'il est rédigé, l'article 20 ne permet pas de dire si les emplois qu'il prévoit s'ajoutent à ceux qui sont prévus au tableau ou si, au contraire, ils remplacent certains emplois occupés actuellement par des officiers de certaines armes ou du service financier comme cela paraît résulter du rapport au Roi.

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition devrait être rédigée en tenant compte de cette observation, sous forme de modification au tableau annexé à l'arrêté royal du 27 décembre 1937 tel qu'il a été remplacé par le tableau annexé à l'arrêté du Régent du 9 juillet 1949. Comme un autre projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat (L. 2834) a pour objet la création de nouvelles armes, ce tableau devra subir des modifications tellement profondes que sa refonte générale s'imposera.

\+

\+ +

Le projet abroge, en son article 1er, les articles 1er à 14 de l'arrêté royal du 3 décembre 1937.

Cet arrêté ayant été abrogé par l'article 17 de l'arrêté du Régent du 17 septembre 1948 réglant l'accession par le cadre au grade de sous-lieutenant des armes, du service financier, de la gendarmerie et de l'aviation, l'article 1er du projet doit être omis.

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose, pour les deux projets d'arrêtés, un texte unique qui répond aux intentions du Gouvernement.

.../...

ARRETE ROYAL RELATIF A L'INTENDANCE DE LA FORCE TERRESTRE ET AUX OFFICIERS DE CE SERVICE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, modifiée par les lois des 18 mars 1927, 14 juillet 1930 et 30 mai 1951, notamment les articles 9 et 15;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. - DE L'INTENDANCE ET DE SON CADRE INITIAL.

Article 1er.-

La force terrestre comporte un service d'intendance dont les officiers sont recrutés parmi les officiers de cette force.

Article 2.-

§ 1er. Peuvent être admis, à leur demande, comme officiers du cadre initial de l'intendance :

1° les officiers des armes, porteurs du brevet d'intendant acquis en application des dispositions réglementaires antérieures;

2° les officiers ayant appartenu au cadre des officiers d'administration des services d'intendance et des services de l'équipement et qui occupent depuis trois ans au moins à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, un emploi dans lequel ils ont justifié de connaissancestechniques en matière de cuirs et textiles ou de denrées alimentaires, à l'exception de ceux dont la candidature au grade supérieur n'a pas été recommandée au Ministre de la Défense nationale par le comité d'avancement de leur arme ou service,

§ 2. Les officiers dont il est question au § 1er, 2°, reçoivent le brevet d'intendant à la date de leur admission dans le cadre initial.

§ 3. Les demandes des candidats doivent être introduites dans le délai de trois mois à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 3.-

§ 1er. L'officier admis dans le cadre initial de l'intendance y prend rang avec son grade et son ancienneté de sous-lieutenant.

.../...

§ 2. Les officiers nommés sous-lieutenants à la même date sont classés entre eux suivant leur ancienneté relative telle qu'elle est fixée par application de l'article 9 de la loi du 15 septembre 1924.

§ 3. Si l'ancienneté relative a comme effet de classer l'intéressé parmi des officiers d'un grade supérieur au sien, il recevra un classement provisoire en tête des officiers de son grade jusqu'au jour de sa promotion au grade supérieur; à ce moment, son classement définitif sera fixé.

Si l'ancienneté relative a comme effet de le classer parmi des officiers d'un grade inférieur au sien, il recevra un classement provisoire à la suite des officiers de son grade jusqu'au jour où les officiers de même ancienneté que lui seront promus à son grade; à ce moment, son classement définitif sera fixé.

Article 4.-

L'article 3 ne peut en aucun cas avoir pour effet de supprimer ou de réduire les conséquences d'un déclassement antérieur quelle qu'en soit la raison.

CHAPITRE II.- DU RECRUTEMENT DES OFFICIERS DE L'INTENDANCE.

Article 5.-

Postérieurement à la constitution du cadre initial, les officiers de l'intendance sont recrutés conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 6.-

Le Ministre de la Défense nationale peut agréeer comme candidat officier intendant, les officiers qui :

1° ont le grade de capitaine sans être déjà passés dans la subdivision des capitaines-commandants ou capitaines en premier;

2° sont classés en ordre utile au concours de sélection.

Article 7.-

Lorsque les nécessités du service exigent l'organisation d'un concours de sélection, le Ministre de la Défense nationale en fixe la date ainsi que le nombre d'officiers qui pourront être admis comme candidat officier intendant.

Il fixe également la composition du jury et tout ce qui concerne l'organisation du concours.

Article 8.-

§ 1er.- Le concours de sélection comporte :

1° une épreuve orale et écrite de chimie dont le coefficient d'importance est de 30 points;

2° une épreuve orale de géographie économique dont le coefficient d'importance est de 20 points;

3° une épreuve écrite d'économie politique dont le coefficient d'importance est de 30 points;

4° une épreuve orale de droit civil et commercial dont le coefficient d'importance est de 20 points.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale précise les matières de ces diverses épreuves.

Article 9.-

Aucun officier ne peut être agréé comme candidat s'il n'a obtenu au concours de sélection la moitié des points sur l'ensemble des épreuves.

Les officiers n'ayant pas été classés en ordre utile peuvent se présenter une seconde fois au concours de sélection.

Article 10.-

§ 1er.- Les officiers agréés comme candidats doivent, pour être admis dans le cadre des officiers intendants, obtenir le brevet d'intendant.

§ 2. Pour obtenir le brevet d'intendant, le candidat doit remplir les conditions suivantes :

1° accomplir un stage probatoire de trois années dans des organismes civils ou militaires;

2° réussir des épreuves :
a) en matière de cuirs et textiles;
b) en matière de denrées alimentaires;
c) en sciences administratives.

.../...

Article 11.-

Les candidats admis au stage ne peuvent être distraits de leurs études pour participer à des exercices quelconques non prévus pour leur stage.

Article 12.-

L'organisation des épreuves prévues à l'article 10, § 2, 2°, est fixée par le Ministre de la Défense nationale.

Le programme de ces épreuves ainsi que le coefficient d'importance attribué à chaque branche sont déterminés au tableau annexé au présent arrêté.

Ces épreuves sont subies pendant le stage.

Article 13.-

Le Ministre de la Défense nationale peut, à la demande du candidat, le dispenser de certaines parties des épreuves prévues à l'article 10, § 2, 2°, s'il est porteur d'un diplôme se rapportant aux matières de ces épreuves. Le Ministre apprécie l'équivalence du diplôme en tenant compte du programme fixé pour ces épreuves.

Article 14.-

Ont subi avec succès les épreuves prévues à l'article 10, § 2, 2°, les officiers qui ont obtenu dans chacune d'elles la moitié des points.

.../...

Les candidats ne peuvent se présenter qu'une seule fois à ces épreuves.

Article 15.-

Le Ministre de la Défense nationale renvoie à leurs corps d'origine les candidats qui :

1° manquent d'assiduité ou d'application;

2° ne réussissent pas l'une des épreuves qu'ils doivent présenter.

Article 16.-

Le brevet d'intendant est conféré par le Roi.

Les titulaires de ce brevet peuvent être transférés dans le cadre de l'intendance.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS GENERALES ET TRANSITOIRES.

Article 17.-

Pour le recrutement des candidats des années 1952, 1953 et 1954, les règles suivantes sont applicables :

1° le candidat qui, par application de l'article 13, peut obtenir dispense de certaines parties des épreuves en matière de cuirs et textiles ou de denrées alimentaires et qui occupe, depuis trois ans au moins à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, un emploi dans une de ces spécialités,

.../...

est dispensé du concours de sélection, de l'épreuve se rapportant au diplôme qu'il possède et de l'épreuve de sciences administratives. La durée de son stage probatoire est fixée à un an;

2° peuvent être agréés comme candidat , les officiers qui sont passés dans la subdivision des capitaines-commandants ou capitaines en premier, à l'exception de ceux dont la candidature au grade de major n'a pas été recommandée au Ministre de la Défense nationale par le comité d'avancement de leur arme ou service.

Article 18.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Annexe.

Texte de l'annexe III du projet d'arrêté ministériel.

En fin d'annexe les mots :

"Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...

Par le Roi :
Le Ministre de la Défense nationale,".

Het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de intendance heeft een drievoudig doel :

1° deze dienst, die sedert 1 Januari 1948 niet meer bestond, weder op te richten;

2° de vorming van het aanvangskader er van te regelen;

3° te bepalen aan welke voorwaarden de officieren der landmacht die naar deze dienst wensen over te gaan, moeten voldoen.

Het ontwerp van ministerieel besluit betreffende de werving en de opleiding van de officieren-intendant is genomen ter uitvoering van bovenbedoeld ontwerp van koninklijk besluit. Het regelt de wijze waarop dit laatste zal worden toegepast. De meeste artikelen hebben echter geen reglementair karakter en zijn veeleer zuiver materiële uitvoeringsmaatregelen.

Met het oog op een duidelijke en ordelijke inrichting van de tekst, stelt de Raad van State voor, beide ontwerpen samen te voegen en de bepalingen uit het ontwerp van ministerieel besluit, die geen reglementair karakter hebben, in ministeriële onderrichtingen op te nemen.

\+

\+ \+

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt in de eerste plaats om bij de landmacht opnieuw een intendance

.../...

op te richten. De Raad van State is van advies dat het ontwerp met een uitdrukkelijke bepaling daaromtrent zou moeten aanvangen.

+

+ +

Volgens artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit kunnen de officieren-intendant onder de officieren van de drie machten worden aangeworven. De bedoeling van de Regering is nochtans, die werving alleen binnen de landmacht zelf te laten gebeuren, zonder echter de mogelijkheid uit te sluiten, dat de officieren van zee- en luchtmacht aan de stages en examens voor intendant zouden deelnemen.

+

+ +

Aangezien de Regering voornemens is alleen de officieren die houder zijn van het brevet van intendant, naar het kader van de officieren der intendance te laten overgaan, is het nodig dat de tekst met het bestaan van dat brevet rekening houdt.

+

+ +

Volgens artikel 14 wordt de candidatuur van de officieren-intendant voor de hogere graad onderzocht door een comité, waarvan de Minister van Landsverdediging de samenstelling bepaalt. Dat artikel is een herhaling van het beginsel voor alle wapens en alle diensten, neergelegd in het koninklijk besluit van 16 Juli 1951 betreffende de bevorderingscomité's, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 Januari 1952. Het is dan ook overbodig.

+

+ +

Artikel 15, eerste lid, neemt de tekst van artikel 12, derde lid, van de wet van 15 September 1924 onder een andere vorm over. Het verdient geen aanbeveling een wetsbepaling in een reglement te herhalen. De Raad van State adviseert, dit artikel als overbodig te schrappen.

Het tweede lid van hetzelfde artikel geeft de Minister de bevoegdheid om de bijzonderheden van de examens te regelen. Zulks strookt niet met het bepaalde in artikel 12, derde lid, van de wet van 15 September 1924, luidens hetwelk "het programma bij koninklijk besluit wordt vastgesteld". Dat tweede lid moet dus vervallen.

Wat de reglementaire bepalingen inzake de examens voor majoor bij de intendance betreft, adviseert de Raad van State ze bij voorkomend geval in te voegen in het besluit van de Regent van 27 Mei 1947 betreffende de examens voor het verwerven van de graad van majoor, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 14 Juli 1950 waarbij de kwestie van de examens voor majoor is geregeld ten aanzien van alle officieren der landmacht.

\+

\+ \+

Luidens artikel 19 "gaan de in het kader der officieren-intendant opgenomen officieren naar dat kader over met hun graad en ancienniteit".

Dit artikel is onvolledig wat betreft de officieren die het aanvangskader van de nieuwe dienst zullen vormen. Het moet aangevuld worden met bepalingen waarin

.../...

wordt voorzien het geval van de officieren met dezelfde anciënniteit en dat van de officieren die sneller dan wel trager zijn bevorderd dan degenen die samen met hen onderluitenant zijn geworden. Met het oog op overeenstemming adviseert de Raad van State, in het ontwerp over te nemen de tekst die ten deze door de Regering was voorgesteld in het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze van aanwerving en rangschikking van de officieren, bestemd om de vorming van het stamkader van de nieuwe wapens te verzekeren.

Uit de gegeven tekst van dat artikel 19 zou kunnen worden afgeleid, dat de Regering op de officieren die van een wapen of een andere dienst naar de intendance zullen overgaan een andere bepaling dan artikel 15 van de wet van 15 September 1924 wil toepassen. Aangezien zulks niet de bedoeling van de Regering kan zijn, stelt de Raad van State voor, dat artikel niet op die officieren toepasselijk te verklaren.

\+

\+ \+

Na het getal der officieren van de intendance "voorlopig" te hebben vastgesteld, bepaalt het ontwerp in artikel 20 dat "de bij het besluit van de Regent van 9 Juli 1949 gevoegde tabel dienovereenkomstig wordt aangevuld".

Uit de tekst van artikel 20 kan niet worden opgemaakt, of de daar vermelde betrekkingen komen bij die welke in de tabel voorkomen, dan wel of zij, zoals het verslag aan de Koning kan doen veronderstellen, in de plaats treden van sommige betrekkingen die thans door officieren van sommige wapens of van de financiële dienst worden bekleed.

.../...

De Raad van State adviseert, die bepaling met inachtneming van de gemaakte opmerking te stellen in de vorm van een wijziging aan de bij het koninklijk besluit van 27 December 1937 gevoegde tabel, zoals zij door deze gevoegd bij het besluit van de Regent van 9 Juli 1949 is vervangen. Aangezien een ander ontwerp, aan de Raad van State voor advies voorgelegd (L.2834), strekt tot oprichting van nieuwe wapens, zal die tabel zoveel wijzigingen behoeven dat een volledige omwerking daarvan nodig zal zijn.

\+

\+ \+

Het ontwerp houdt, in artikel 1, opheffing van de artikelen 1 tot 14 van het koninklijk besluit van 3 December 1937.

Daar genoemd besluit opgeheven is bij artikel 17 van het besluit van de Regent van 17 September 1948 tot regeling van de wijze om langs het kader de graad van onderluitenant van de wapens, der financiële dienst, de rijkswacht en het vliegwezen te bereiken, moet artikel 1 van het ontwerp worden geschrapt.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State, voor de twee ontwerpen van besluit, een enkele tekst voor, die de bedoelingen van de Regering weergeeft.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE INTENDANCE VAN DE LANDMACHT EN VAN DE OFFICIEREN VAN DEZE DIENST.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, gewijzigd bij de wetten van 18 Maart 1927, 14 Juli 1930 en 30 Mei 1951, namelijk op de artikelen 9 en 15;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - INTENDANCE EN AANVANGSKADER DAARVAN.

Artikel 1.-

De landmacht omvat een intendancedienst, waarvan de officieren onder de officieren van die macht worden aangeworven.

Artikel 2.-

§ 1. Op hun aanvrage kunnen als officieren van het aanvangskader der intendance worden toegelaten :

.../...

1° de officieren der wapens, die houder zijn van het brevet van intendant, bij toepassing van de vroegere reglementsbepalingen behaald;

2° de officieren die vroeger tot het kader der officieren van administratie van de intendancediensten en van de uitrustingsdienst hebben behoord en die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit sedert ten minste drie jaar een betrekking bekleden waarin zij blijk hebben gegeven van technische kennis inzake leder en textiel of inzake eetwaren, met uitzondering van de officieren wier candidatuur voor de hogere graad door het bevorderingscomité van hun wapen of dienst niet aan de Minister van Landsverdediging is aanbevolen.

§ 2. De officieren in § 1, 2°, bedoeld, ontvangen het brevet van intendant de dag waarop zij in het aanvangskader worden opgenomen.

§ 3. De aanvragen van de candidaten moeten ingediend worden binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit.

Artikel 3.-

§ 1. De officier die in het aanvangskader van de intendancedienst wordt opgenomen, neemt er rang in met zijn graad en zijn ancienniteit van onderluitenant.

§ 2. De officieren die op eenzelfde datum tot onderluitenant zijn benoemd, worden onderling gerangschikt volgens hun betrekkelijke ancienniteit, zoals die bij toepassing van artikel 9 van de wet van 15 September 1924 is vastgesteld.

.../...

§ 3. Indien de betrekkelijke ancienniteit tot gevolg heeft de belanghebbende te rangschikken onder officieren met een graad boven de zijne, wordt hij voorlopig vooraan onder de officieren van zijn graad gerangschikt tot de dag van zijn bevordering tot de hogere graad; alsdan wordt zijn definitieve rangschikking vastgesteld.

Indien de betrekkelijke ancienniteit tot gevolg heeft hem te rangschikken onder officieren met een graad beneden de zijne, wordt hij voorlopig achteraan onder de officieren van zijn graad gerangschikt tot de dag waarop de officieren met dezelfde ancienniteit als hij tot zijn graad zijn bevorderd; alsdan wordt zijn definitieve rangschikking vastgesteld.

Artikel 4.-

Artikel 3 mag in geen geval tot gevolg hebben de uitwerking van een om enige reden vroeger opgelopen terugzetting op te heffen of te verminderen.

HOOFDSTUK II.- WERVING VAN DE INTENDANCE-OFFICIEREN.

Artikel 5.-

Nadat het aanvangskader is samengesteld, worden de intendance-officieren overeenkomstig het in dit hoofdstuk bepaalde aangeworven.

.../...

Artikel 6.-

De Minister van Landsverdediging kan als candidaat-officier-intendant aannemen de officieren die :

1° de graad van kapitein bekleden, zonder naar de onderverdeling kapitein-commandant of eerste-kapitein te zijn overgegaan;

2° bij het vergelijkend schiftingsexamen gunstig zijn gerangschikt.

Artikel 7.-

Wanneer de behoeften van de dienst de inrichting van een vergelijkend schiftingsexamen nodig maken, stelt de Minister van Landsverdediging de datum daarvoor vast alsook het aantal officieren die als candidaat-officier-intendant kunnen worden aangenomen.

Hij bepaalt ook de samenstelling van de examencommissie en al wat de inrichting van het vergelijkend examen betreft.

Artikel 8.-

§ 1. Het vergelijkend schiftingsexamen omvat :

1° een mondeling en schriftelijk gedeelte over scheikunde, met als waardecijfer 30 punten;

2° een mondeling gedeelte over economische aardrijkskunde, met als waardecijfer 20 punten;

3° een schriftelijk gedeelte over Staathuishoudkunde met als waardecijfer 30 punten;

4° een mondeling gedeelte over burgerlijk recht en handelsrecht, met als waardecijfer 20 punten.

.../...

§ 2. De Minister van Landsverdediging bepaalt nader de stof van die verschillende examengedeelten.

Artikel 9.-

Geen officier kan als candidaat worden aangenomen tenzij hij bij het vergelijkend schiftingsexamen in alle gedeelten samen de helft van de punten heeft behaald.

De officieren die niet gunstig zijn gerangschikt, kunnen zich een tweede maal voor het vergelijkend schiftingsexamen aanmelden.

Artikel 10.-

§ 1. Om in het kader van de officieren-intendant te worden opgenomen, moeten de als candidaat aangenomen officieren het brevet van intendant behalen.

§ 2. Om het brevet van intendant te behalen, moet de candidaat aan de volgende vereisten voldoen :

1° een proeftijd van drie jaar bij burgerlijke of militaire organismen doormaken;

2° slagen voor examens :

a) over leder en textiel;
b) over eetwaren;
c) over bestuurswetenschappen.

Artikel 11.-

De candidaten die tot de proeftijd toegelaten zijn, mogen niet aan hun studies onttrokken worden om deel te nemen aan enige oefeningen die niet voor hun stage vereist zijn.

.../...

Artikel 12.-

De inrichting van de examens in artikel 10, § 2, 2°, bedoeld, wordt door de Minister van Landsverdediging geregeld.

Het programma van die examens en het aan ieder vak toegekende waardecijfer worden vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel.

Die examens worden tijdens de stage afgelegd.

Artikel 13.-

De Minister van Landsverdediging kan de candidaat, die er om verzoekt, vrijstellen van sommige gedeelten van de examens in artikel 10, § 2, 2°, bedoeld, indien hij houder is van een diploma dat betrekking heeft op de stof van die examens. De Minister beoordeelt de gelijkwaardigheid van het diploma, met inachtneming van het voor die examens vastgestelde programma.

Artikel 14.-

Voor de examens in artikel 10, § 2, 2°, bedoeld, zijn geslaagd de officieren die in ieder examen de helft van de punten hebben behaald.

De candidaten mogen zich slechts eenmaal voor die examens aanmelden.

.../...

Artikel 15.-

De Minister van Landsverdediging zendt naar het korps waaruit zij komen terug, de candidaten die :

1° blijk geven van gemis aan stiptheid of vlijt;

2° niet zijn geslaagd voor een van de examens welke zij moeten afleggen.

Artikel 16.-

Het brevet van intendant wordt door de Koning verleend.

De houders van dat brevet kunnen naar het kader van de intendance worden overgeplaatst.

HOOFDSTUK III. - ALGEMENE EN OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 17.-

Voor de werving van de candidaten voor de jaren 1952, 1953 en 1954, zijn de volgende regelen van toepassing:

1° de candidaat die bij toepassing van artikel 13 vrijstelling van sommige gedeelten van de examens inzake leder en textiel of eetwaren kan bekomen en op de datum van inwerkingtreding van dit besluit sedert ten minste drie jaar in een van die specialiteiten een betrekking bekleedt, wordt vrijgesteld van het vergelijkend schiftingsexamen, van het examen dat betrekking heeft op het diploma dat hij bezit en van het examen in bestuurswetenschappen. De duur van zijn proeftijd wordt op een jaar gesteld;

.../...

2° als candidaat kunnen worden aangenomen de officieren die naar de onderverdeling kapitein-commandant of eerste-kapitein zijn overgegaan, met uitzondering van de officieren wier candidatuur voor de graad van majoor door het bevorderingscomité van hun wapen of dienst niet aan de Minister van Landsverdediging is aanbevolen.

Artikel 18.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

Bijlage.

Tekst van bijlage III van het ontwerp van ministerieel besluit.

Onderaan de bijlage de woorden :
"Mij bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...

Van 's Koningswege :
De Minister van Landsverdediging,".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,
L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : J. SUETENS, eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State
G. VAN BUNNEN,
L. FREDERICQ, bijzitters van de afdeling wetgeving
G. DOR,
G. PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.